



# INCENDIES EN FORÊT : la main bienveillante de l'homme est indispensable

**A**ux mois de juillet et août, les multiples départs de feux ont une fois de plus marqué au fer rouge l'indéniable accélération du réchauffement climatique. Les pompiers ont réalisé un travail remarquable pour braver les flammes et contenir le feu, mais dans un contexte de feux simultanés, ils ont parfois été confrontés à des priorités douloureuses au détriment des massifs forestiers. La réunion du 27 juillet, organisée par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), a permis d'échanger avec les acteurs forestiers et étatiques pour dresser un premier bilan et l'action à engager après un terrible premier épisode<sup>1</sup>. Et pourtant, le meilleur rempart pour adapter nos forêts aux aléas climatiques reste la gestion durable des forêts. Elle garantit la présence, sur le terrain, de professionnels qui observent, analysent et prennent des mesures pour aider la forêt à traverser les aléas et les incertitudes. Néanmoins, la gestion forestière est perfectible dans nos massifs français. Le manque de moyens, l'ignorance ou encore parfois l'idéologie peuvent expliquer tour à tour certains manquements.

Prenons ces causes les unes après les autres et voyons quelles solutions simples et pragmatiques permettraient de les surmonter. Le manque de moyens d'abord. La gestion durable de nos forêts demande un investissement important : du conseil de la part de sylviculteurs formés et capables d'orienter les itinéraires sylvicoles, mais aussi la main-d'œuvre qualifiée pour réaliser les travaux. Une autre charge devient de plus en plus lourde : la mise en place de protections contre les grands ongulés, qui ne sont pas suffisamment régulés, et qui peut remettre en cause le renouvellement de certains de nos massifs. Or dans bien des cas, les recettes liées à la vente des bois ne permettent pas de couvrir toutes ces dépenses. La rémunération juste de nos bois est un élément clé pour assurer un avenir durable aux forêts françaises. La puissance publique a aussi un rôle à jouer, surtout lorsqu'une crise sanitaire, un incendie ou la dent du gibier ont rendu vains tous les efforts du sylviculteur et anéanti tout revenu financier. Plusieurs engagements ont déjà été pris : le plan de relance post-Covid d'abord, puis le renouvellement des aides annoncées en 2022 et, plus récemment, à la suite des incendies, les annonces du président de la République concernant l'ouverture d'un plan national pour reboiser les forêts.

L'enjeu de la prise de conscience ensuite. Nous sommes 3,5 millions de propriétaires forestiers, mais combien s'investissent réellement ? Plus de deux millions de propriétaires possèdent moins d'un hectare de forêt. Difficile de les connaître et de les aider à s'impliquer pour

la gérer. Et même sur les surfaces plus importantes, il reste un travail colossal de communication, pédagogie et formation à engager pour que certains propriétaires se reconnectent avec leurs forêts. C'est notre mission première, main dans la main avec le CNPF et les gestionnaires (coopératives, experts forestiers et gestionnaires professionnels indépendants), pour donner

**► Le meilleur rempart pour adapter nos forêts aux aléas climatiques reste la gestion durable des forêts ◀**

aux propriétaires forestiers toutes les clés leur permettant, ainsi, d'être de bons maîtres d'ouvrage. La brochure éditée par le CNPF dédiée aux dégâts forestiers des grands ongulés, disponible dans ce numéro, est un exemple parmi d'autres de guide à destination

des propriétaires. Ce fascicule, gracieusement offert par le CNPF que je remercie, vise à les aider dans l'évaluation des dégâts et la recherche de solutions constructives avec les chasseurs.

L'idéologie enfin. Nous subissons de plein fouet la pression de ceux qui rêveraient de mettre la « forêt sous cloche », sans aucune intervention humaine... Pourtant, la réalité du terrain est complexe. Nos sols forestiers, les climats, l'organisation des filières localement façonnent le paysage forestier français qui accueille non pas « une » mais « des » sylvicultures. Dans ce contexte, la main bienveillante de l'homme est indispensable pour aider les forêts à s'adapter au changement climatique.

Face à cet impératif de sur-mesure et de diversité, une approche dogmatique qui imposerait des règles uniformes sur tout le territoire pourrait mener au désastre. Je prendrai un exemple : l'interdiction de mener des travaux en forêt, tels des dégagements et débroussaillages de mars à juillet au nom de la protection de l'habitat (art L411 du code de l'environnement). Résultat, nous avons laissé la végétation prendre le pas et, dans un contexte de départ de feu, la suite se solde par des hectares de forêts et leurs biodiversités partis en fumée...

Alors, pour surmonter cet obstacle idéologique, seuls le dialogue et le lien permanents entre le terrain et les décideurs qui façonnent les politiques publiques permettront de trouver des solutions pragmatiques, de gommer les injonctions contradictoires pour œuvrer ensemble à l'intérêt général et à celui de nos belles forêts françaises. Fransylva est à la disposition des nombreux ministres concernés !

**Antoine d'Amécourt**  
Président de Fransylva

1. Lire « Fransylva à l'action », pages 8-9 dans ce numéro.